HAL
open science

Etude de la mise en tourisme sportive et patrimoniale d'une vallée de haute-montagne. Le cas de la vallée d'Ait Bou Guemez (Haut-Atlas central - Maroc)

Nicolas Senil, Brice Julien

To cite this version:

Nicolas Senil, Brice Julien. Etude de la mise en tourisme sportive et patrimoniale d'une vallée de haute-montagne. Le cas de la vallée d'Ait Bou Guemez (Haut-Atlas central - Maroc). Collection EDYTEM. Cahiers de géographie, 2013, 14 (15), pp.57-66. 10.3406/edyte.2013.1224 . halshs-00955494

HAL Id: halshs-00955494

https://shs.hal.science/halshs-00955494

Submitted on 28 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Collection EDYTEM. Cahiers de géographie

Étude de la mise en tourisme sportive et patrimoniale d'une vallée de haute-montagne. Le cas de la vallée des Aït Bouguemez (Haut-Atlas central, Maroc)

Nicolas Senil, Brice Julien

Citer ce document / Cite this document :

Senil Nicolas, Julien Brice. Étude de la mise en tourisme sportive et patrimoniale d'une vallée de haute-montagne. Le cas de la vallée des Aït Bouguemez (Haut-Atlas central, Maroc). In: Collection EDYTEM. Cahiers de géographie, numéro 14, 2013. Ressources patrimoniales et alternatives touristiques, entre oasis et montagne. pp. 57-66;

doi : https://doi.org/10.3406/edyte.2013.1224

https://www.persee.fr/doc/edyte_1762-4304_2013_num_14_1_1224

Fichier pdf généré le 16/07/2019

Résumé

L'objectif de cet article est d'étudier les conséquences de la mise en tourisme d 'une zone de montagne reculée et de comprendre comment différentes formes de développement touristique se mettent en place, se complètent, s'opposent et finalement impactent la dynamique locale. Pour cela, notre analyse s'appuie sur une approche diachronique de la mise en tourisme progressive et différenciée de la vallée des Aït Bouguemez, située dans la province d'Azilal au Maroc. Elle étudie l'émergence successive d'un tourisme sportif et patrimonial. Etant considéré comme largement déconnecté du contexte territorial préexistant, le tourisme sportif s'est néanmoins construit en suivant plusieurs phases successives qui laissent apparaître divers métiers en lien avec le secteur. Notamment accompagné par l'ingénierie française, l'Etat marocain met en place des projets de développement du tourisme montagnard tel le Projet du Haut-Atlas Central (PHAC). Ces initiatives visent à encadrer et organiser la pratique du tourisme sportif dans certaines zones de l'Atlas en assurant la construction d 'une offre touristique, la formation des professionnels du secteur et la labellisation d'établissements d'accueil touristique. En parallèle de cette dimension sportive, une approche différente est engagée autour du patrimoine et cherche à porter à connaissance et à valoriser la richesse culturelle de cette zone de montagne. Initiée par quelques acteurs, cette stratégie a fait l'objet de la mise en place d'un projet pilote engagé par l'Etat marocain : les Pôles d'Economie du Patrimoine (PEP). Cette logique patrimoniale différenciée constitue-t-elle une forme d'alternative aux formes de tourisme observées jusqu'alors ? Pour tenter d'éclairer cette perspective, nous proposerons une comparaison de ces formes de développement touristique à travers trois entrées : socioculturelle, économique et politique.

Abstract

The objective of this article is to study the consequences of tourism development of a remote mountain area, and to understand how different kinds of tourism development take place, oppose, complete and finally impact local processes. Our reflection is based on a diachronic approach about progressive and differentiated tourism development in the Aït Bouguemez Valley, located in the Province of Azilal in Morocco. This article studies gradual emergence of sport and heritage tourism. Most of the time disconnected from territorial context, sport tourism, built itself on gradual steps, have allowed appearance of different new jobs linked with this activity. Thanks French engineering, Morocco Government involves mountain tourism projects such as the High Central Atlas Project (HCAP). Those initiatives aim to frame and organize sport tourism practice in some Atlas Mountain area, through the construction of a tourist supply, training of professionals and labeling of host institutions. Parallel to this sport dimension, another approach is involved about tourism, which tries to valorize cultural heritage of those mountain areas. Based on local initiative, this strategy is now a part a national project directed by Morocco Government : Centers of Heritage Economy. Is this logic differentiated of heritage an alternative to classic form of tourism ? In this article we develop a comparison of these different forms of tourism through sociocultural, economical and political inputs.

BY: $ = creative commons

ÉTUDE DE LA MISE EN TOURISME SPORTIVE ET PATRIMONIALE D'UNE VALLÉE DE HAUTE-MONTAGNE

LE CAS DE LA VALLÉE DES AÏT BOUGUEMEZ

HAUT-ATLAS CENTRAL, MAROC

STUDY OF THE DEVELOPING TOURISM OF SPORTS AND HERITAGE IN A HIGH MOUNTAIN VALLEY, THE EXEMPLE OF THE AÏT BOUGUEMEZ VALLEY (CENTRAL HIGH ATLAS, MOROCCO)

NICOLAS SENIL, BRICE JULIEN

Laboratoire PACTE - Territoires, Institut de Géographie Alpine, Le Pradel, 07170 Mirabel, France.

Contacts : nicolas_senil@yahoo.fr ; brice.julien@gmail.com

Persée BY: creative commons

RÉSUMÉ

L'objectif de cet article est d'étudier les conséquences de la mise en tourisme d'une zone de montagne reculée et de comprendre comment différentes formes de développement touristique se mettent en place, se complètent, s'opposent et finalement impactent la dynamique locale. Pour cela, notre analyse s'appuie sur une approche diachronique de la mise en tourisme progressive et différenciée de la vallée des Aït Bouguemez, située dans la province d'Azilal au Maroc. Elle étudie l'émergence successive d'un tourisme sportif et patrimonial. Étant considéré comme largement déconnecté du contexte territorial préexistant, le tourisme sportif s'est néanmoins construit en suivant plusieurs phases successives qui laissent apparaître divers métiers en lien avec le secteur. Notamment accompagné par l'ingénierie française, l'État marocain met en place des projets de développement du tourisme montagnard tel le Projet du Haut-Atlas Central (PHAC). Ces initiatives visent à encadrer et organiser la pratique du tourisme sportif dans certaines zones de l'Atlas en assurant la construction d'une offre touristique, la formation des professionnels du secteur et la labellisation d'établissements d'accueil touristique. En parallèle de cette dimension sportive, une approche différente est engagée autour du patrimoine et cherche à porter à connaissance et à valoriser la richesse culturelle de cette zone de montagne. Initiée par quelques acteurs, cette stratégie a fait l'objet de la mise en place d'un projet pilote engagé par l'État marocain : les Pôles d'Économie du Patrimoine (PEP). Cette logique patrimoniale différenciée constitue-t-elle une forme d'alternative aux formes de tourisme observées jusqu'alors ? Pour tenter d'éclairer cette perspective, nous proposerons une comparaison de ces formes de développement touristique à travers trois entrées : socioculturelle, économique et politique.

MOTS-CLÉS : PATRIMOINE, DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL, RESSOURCE TERRITORIALE, PROCESSUS TOURISTIQUE, TOURISME SPORTIF, ITINÉRANCE RÉCRÉATIVE.

ABSTRACT

The objective of this article is to study the consequences of tourism development of a remote mountain area, and to understand how different kinds of tourism development take place, oppose, complete and finally impact local processes. Our reflection is based on a diachronic approach about progressive and differentiated tourism development in the Aït Bouguemez Valley, located in the Province of Azilal in Morocco. This article studies gradual emergence of sport and heritage tourism. Most of the time disconnected from territorial context, sport tourism, built itself on gradual steps, have allowed appearance of different new jobs linked with this activity. Thanks French engineering, Morocco Government involves mountain tourism projects such as the High Central Atlas Project (HCAP). Those initiatives aim to frame and organize sport tourism practice in some Atlas Mountain area, through the construction of a tourist supply, training of professionals and labeling of host institutions. Parallel to this sport dimension, another approach is involved about tourism, which tries to valorize cultural heritage of those mountain areas. Based on local initiative, this strategy is now a part a national project directed by Morocco Government: Centers of Heritage Economy. Is this logic differentiated of heritage an alternative to classic form of tourism? In this article we develop a comparison of these different forms of tourism through sociocultural, economical and political inputs.

KEYWORDS: HERITAGE, SUSTAINABLE TOURISM AND DEVELOPEMENT, TOURISM PROCESS, SPORTS TOURISM.

Introduction

L'accompagnement vers le développement durable est l'objectif de nombreuses démarches de coopération engagées dans les pays du Sud. Pour cela, le tourisme est très souvent convoqué pour servir le projet. Il est ainsi mobilisé pour faire bénéficier les populations rurales de retombées économiques et leur permettre d'accroître leur niveau de vie. Le Royaume du Maroc est un terrain d'études particulièrement pertinent pour observer ces mouvements. L'engagement ancien de certains pays du Nord et notamment de la France dans l'appui à ces démarches permet d'avoir un terrain remarquable. L'objectif de cet article est de présenter les politiques successivement mises en œuvre sur une vallée du Haut-Atlas central, la vallée des Aït Bouguemez (Figure 1). Pour cela, deux expériences différentes seront resituées, décrites et analysées. La première concerne l'émergence d'un tourisme sportif dans les années 1990, fondé sur la mise en place du projet de Grande Traversée de l'Atlas Marocain. La seconde date de 2005 et a consisté en l'expérimentation de projets de Pôle d'Économie du Patrimoine.

Enrichie du retour de ces deux expériences, notre approche questionne finalement les enjeux, les différences et les complémentarités liés à la mise en œuvre de formes de développement touristique sportif et patrimonial dans un contexte montagnard périphérique. Celles-ci sont-elles suffisamment différentes pour apparaître alternatives et justifier ainsi leur opposition relative ?

Notre hypothèse principale est que ces formes sont complémentaires notamment parce que la réussite d'un projet de développement territorial n'est possible que s'il est précédé d'une prise de conscience des limites et des impacts du modèle productiviste par les populations elles-mêmes. En ce sens, ce travail se démarque des approches classiques du tourisme durable qui font le pari que l'accompagnement exogène peut à lui seul réaliser cela (Saïgh Bousta et *al.*, 2004 ; Laurent, 2009). Pour répondre à ce questionnement, ce travail s'appuie notamment sur une quarantaine d'entretiens menés sur place en 2008 et 2011 auprès des institutionnels, des professionnels et des habitants.

L'article proposé s'articulera en trois temps successifs. Le premier reprendra l'histoire de la mise en tourisme du lieu. Qualifiée de tourisme sportif, la première forme apparaît *a priori* déconnectée du contexte territorial préexistant. Dans un second temps, nous traiterons de la tentative d'ancrer le développement par la valorisation patrimoniale. La démarche engagée et les difficultés rencontrées seront détaillées. Enfin, la troisième partie posera les conséquences induites et les limites de chaque forme. Elle questionnera finalement la réalité actuelle du tourisme durable en tant qu'alternative.

Figure 1 - Aït Bouguemez, « la vallée heureuse ». Photo B. Julien, 2011.

I - L'INVENTION D'UN LIEU DU TOURISME SPORTIF

1 - Les balbutiements du tourisme sportif dans l'Atlas

Au début des années 1980, sous l'impulsion d'André Fougerolles (ingénieur en hydroélectrique ayant une bonne connaissance de l'Atlas marocain et de ses habitants), un vaste programme de coopération franco-marocaine est mis en place. Parmi de nombreuses actions visant au développement et à la promotion des économies montagnardes, le tourisme apparaît pour la première fois comme un axe à privilégier. Celui-ci fait l'objet d'un programme de développement intégré de la montagne marocaine intitulé Projet Haut-Atlas Central (PHAC) qui fut mis en œuvre sur la zone pilote de la province d'Azilal, dans laquelle se situe la vallée des Aït Bouguemez.

La mise en place d'un tel programme se fait néanmoins sur les bases d'un développement touristique existant. Plusieurs initiatives ont, à l'époque, déjà été lancées et répondent aux besoins d'un public de randonneurs naissant. Plusieurs acteurs de la dynamique touristique apparaissent alors : les guides, les gîteurs, les muletiers-cuisiniers. L'apparition des guides est intéressante. Tout comme dans les Alpes françaises, le guidage apparaît à l'arrivée de « l'étranger », « du voyageur » qui vient à la montagne dans le but d'en gravir les sommets. Ce voyageur va créer le guide (Bellefond, 2003). Comme la seconde moitié du 18e siècle révèle l'engouement des bourgeois et des autres classes privilégiées pour la découverte des Alpes françaises, les années 1970/1980 voient l'arrivée des occidentaux dans l'Atlas marocain. Afin d'accueillir ces nouveaux publics, les populations locales s'organisent et accompagnent ces étrangers, ces non-montagnards, aux sommets des montagnes en assurant leur sécurité. Dès lors se pose la question de la légitimité à prendre cette fonction et à accompagner les touristes dans des zones peu fréquentées. Au Maroc comme en France, ce sont alors les paysans qui répondront aux besoins. En montagne, leurs activités quotidiennes les prédisposent à exercer le métier de guide.

Durant cette phase d'invention du tourisme atlasique, une offre de gîtes permettant l'hébergement des touristes et organisée sur le principe du logement chez l'habitant apparaît.

Cette première période de développement touristique, relativement dérégulée dans sa composition et son fonctionnement, ne s'inscrit pas dans une stratégie construite de communication et de commercialisation de l'offre du territoire. Les logiques sont individuelles, voire individualistes et grandement pilotées par une poignée de distributeurs instaurant une commercialisation de la zone *via* des séjours de randonnée. Le domaine de la formation professionnelle est lui aussi absent. Les acteurs sont livrés à eux-mêmes et apprennent sur le tas les rudiments du guidage (guides-accompagnateurs) et de l'accueil (gîteurs). Les habitants concernés s'adaptent rapidement, sans accompagnement, ni encadrement organisés, à une demande touristique grandissante et s'affichant comme salvatrice au regard des problématiques économiques locales.

Au début des années 1980, le pouvoir central marocain se saisit de ces problématiques et développe des actions en faveur du développement touristique en zone de montagne. Cette réflexion fait suite à plusieurs études, notamment réalisées pour le PNUD/FAO, mettant en exergue la réalité socio-économique difficile des territoires de montagne marocains et le constat très mitigé d'un développement touristique autogéré et désorganisé. L'État marocain décide alors d'agir pour la structuration du tourisme dans l'Atlas en impulsant plusieurs programmes de coopération internationale.

2 - L'apparition de l'État marocain et la volonté d'une organisation du secteur touristique

La deuxième période, courant de 1984 à 1993, est marquée par le Projet de Développement du Haut-Atlas Central (PHAC). Cette initiative, impulsée sur les bases d'une coopération entre la France et le Maroc dans les domaines de l'agro-pastoralisme, de l'artisanat et du tourisme, a ouvert la voie au cours des années 1980 à une expérimentation de formes de développement touristique intégré. Les objectifs du PHAC sont centrés autour de l'organisation et de la gestion du tourisme diffus, la revalorisation de l'artisanat local notamment lié à ce tourisme et la modernisation et reconversion de l'agro-pastoralisme. La zone d'action du projet couvre une superficie d'environ 30 000 ha dans trois communes rurales de la province d'Azilal (Tabant, Abachkou et Zaouit Ahansal) ainsi qu'une commune rurale de la province de Ouarzazate (Kelaât M'Gouna) et concerne une population rurale évaluée à environ 50 000 habitants.

Parmi les nombreuses actions visant au développement et à la promotion des économies montagnardes, le tourisme apparaît pour la première fois comme un axe à privilégier dans le cadre du programme de développement intégré de la montagne marocaine. En 1988, le PHAC sera complété par le Programme de Développement du Tourisme de Montagne (PDTM). Cette seconde initiative s'est faite sur le modèle français en tirant parti de trois expériences menées dans l'hexagone :

- formation d'accompagnateurs en moyenne montagne par le Centre de Formation aux Métiers de la Montagne (CFAMM) installé à Tabant et créé dans le cadre dudit programme. Encadrement assuré par les formateurs du Centre Régional et Européen du Tourisme (CRET) de Briançon ;

– mise en place d'une Grande Traversée de Atlas Marocain (GTAM) sur le modèle de la « GTA » (Grande Traversée des Alpes) française et à l'aide de l'ingénierie et des compétences de l'Association du même nom ;

développement d'un réseau de gîtes d'étape labellisés *via* la création du label « Grande traversée de Atlas Marocain ».

Par le biais de ces trois volets, l'objectif de l'État marocain résidait bel et bien dans une organisation et une normalisation du tourisme de montagne de l'Atlas. La « construction » (d'une offre touristique *via* la GTAM), la « formation » (des accompagnateurs en montagne *via* le CFAMM de Tabant) et la « création / labellisation » (d'un réseau de gîtes d'étape) forment alors les cadres de l'action étatique. En complément de ces trois missions phares sont développées d'autres actions aménagistes dans la vallée des Aït Bouguemez, dont l'ouverture d'une piste de 70 km, l'installation d'une micro-centrale hydroélectrique et d'un pont répondant à une demande d'infrastructure de base et de désenclavement de la zone.

Inventé par des pratiquants étrangers mais résidents, structuré par des actions d'animation et d'équipement notamment portées par la coopération, le tourisme s'est développé au point que la vallée est devenue en 40 ans un haut-lieu de la randonnée (Figure 2). Le nombre de pratiquants croit continuellement et la plupart des agences réceptives spécialisées propose maintenant cette destination. Le lieu inventé, puis largement approprié, est maintenant marqué et reconnu internationalement comme tel.

Figure 2 - Randonnée atlasique accompagnée. Photo B. Julien, 2011.

II - L'engagement patrimonial

La présentation historique du tourisme haut-atlasique révèle l'importance du tourisme sportif de nature. Mais, depuis plusieurs années, une approche différente est engagée autour du patrimoine et cherche à porter à connaissance et à valoriser la richesse culturelle de cette zone de montagne (voir également Oiry-Varacca, 2013). Initiée par quelques acteurs, cette stratégie a fait l'objet de la mise en place d'un projet pilote engagé par l'État marocain. Intitulée Pôles d'Économie du Patrimoine (PEP), l'expérience a été portée par une équipe d'universitaires franco-marocaine. L'analyse proposée résulte de notre participation à ce programme.

1 - Une politique d'aménagement du territoire à l'épreuve du terrain

La mise en place de PEP au Maroc s'inscrit dans une politique nationale d'aménagement du territoire. Soucieuse de maintenir une équité spatiale à l'échelle de la nation, la politique engagée souhaite parvenir à une « intégration des marges » (d'après le Schéma National d'Aménagement du Territoire de 2004). Le patrimoine est pour cela projeté comme ressource pour l'action. Sa valorisation doit servir une double logique : l'amorçage d'un développement endogène et la sensibilisation à la protection de l'environnement naturel et culturel. L'expérience française des PEP (Virassamy, 2002) est alors mobilisée pour opérer cette stratégie. Ce concept s'appuie sur trois entrées : un territoire, un thème patrimonial et la recherche d'un développement durable. Le travail engagé par ce programme pilote a porté sur deux régions, Doukkala-Abda et Tadla-Azilal, mais dans le cadre de cet article, seul le second projet est présenté, avec une attention particulière sur la vallée des Aït Bouguemez.

Initialement imaginé au niveau de plusieurs vallées de montagne, le PEP des Aït Bouguemez n'apparaît pas comme un territoire unique. Les vallées concernées, bien que disposant sensiblement des mêmes caractéristiques, ne font pas territoire. L'histoire sociale de ces lieux et les difficultés de déplacements bloquent encore des pratiques spatiales partagées. Chaque vallée dispose de son organisation propre, à la fois administrative (commune rurale), économique (*souk*) et sociale (*jemaa*, assemblée villageoise). Plus largement, c'est la construction même du vivre ensemble qui est aujourd'hui posée. Basés sur la notion de projet, les PEP se confrontent à une vision locale beaucoup plus ancrée dans le respect de la tradition que de la construction partagée d'un futur meilleur. Pourtant, le peu d'actions engagées en faveur du patrimoine ne laisse pas apparaître de conscience patrimoniale commune. Les objets régulièrement cités par les locaux

Figure 3 - Le grenier collectif de Sidi Moussa et son antenne relais. Photo B. Julien, 2011.

sont fortement attachés à une lecture touristique qui relève le visible et le différent, au détriment du reste. Les greniers (Figure 3), les moulins, les moussems représentent des emblèmes d'une civilisation en train de muter, voire de disparaître. Mais cette menace n'est pas encore aujourd'hui décisive pour l'action, car si ces objets constituent pour les observateurs extérieurs les traces d'un passé mythifié, ils représentent encore pour les habitants un passé très présent, susceptible d'être dépassé.

Cette vision d'avenir bouscule aussi la conception théorique d'un développement durable mettant au même plan l'articulation des problématiques économique, sociale et environnementale. Le niveau de vie des habitants limite la possibilité d'une prise en compte égale. Quand se nourrir est un problème quotidien, les questions de la gestion des ressources sont souvent remises à demain. Le futur n'est pas intégré au présent, mais reste dans son autonomie inaccessible. Par contre, la spécialisation des tâches et des métiers étant encore limitée, tous les habitants sont intégrés dans la totalité du système et possèdent donc pour la plupart une vision partagée. Le tourisme offre néanmoins à certains une ouverture nouvelle qui crée, nous y reviendrons, des découplages socio-économiques.

Il apparaît que l'imprégnation touristique des personnes fournit un filtre patrimonial important. Ainsi, un guide nous l'affirme : « *Aujourd'hui c'est surtout ceux qui font du tourisme qui s'intéressent au patrimoine. Nous nous sommes rendus compte de la valeur des choses* » (Entretien Guide à Tabant - Aït Bouguemez, juillet 2007). Mais alors que nous pensions déjà à l'intérêt mercantile du bon professionnel qui sait ce que ses clients attendent, il poursuit : « *Ce n'est pas que du business. Pour le tourisme, qu'il y ait ce patrimoine ou pas, ça ne change rien* » (Entretien Guide, *op. cit*). En effet, de nombreux professionnels restent persuadés que seule la montagne constitue la véritable attraction. Le tourisme ne construit donc pas qu'un rapport marchand aux objets et semble dans certains cas leur fournir aussi une valeur symbolique. Quant au moyen de développer la vallée, le guide nous donne sa solution : « *la construction d'une station de ski* ». La juxtaposition des formes de développement ne semble ainsi, ici pas plus qu'ailleurs, poser de problèmes.

L'éloignement, le paysage et le mode de vie constituent les principales ressources touristiques de ces zones de montagne. Leur accessibilité extrêmement limitée en a fait un espace coupé du reste du monde et ainsi hors du temps. Amplificateur de différence, cette marginalité représente maintenant un atout touristique indéniable. Pourtant, ces populations souhaitent aujourd'hui de plus en plus s'affranchir des contraintes inhérentes à leur lieu de vie et cherchent à prendre part à la modernité le plus vite possible. Le tourisme, par la manne qu'il apporte, représente un moyen efficace. Un paradoxe se met alors en place. Alors que le tourisme initie à la modernité, il refuse à ces lieux le fait qu'elle y soit visible. En effet, pour que les touristes viennent, il faut que le patrimoine reste, mais pour que les habitants restent, il faut que le patrimoine évolue. L'enjeu de l'activation de ces patrimoines est donc aujourd'hui de générer un développement qui permette conjointement d'assurer leur protection, ou en reprenant un concept actuel, de créer un tourisme durable.

2 - La transférabilité des concepts en question

Imaginé depuis la France, ce projet teste les invariants culturels et leur fonctionnement. Les notions de patrimoine, de territoire et d'acteur, placées au cœur de notre travail, ont ainsi été mises à l'épreuve de l'ailleurs.

a - Du patrimoine aux patrimonialités

Ce travail nous a placés dans une situation originale et difficile. Identifier chez les autres ce qui justement les différencie par rapport à soi. De plus, étant étrangers au pays et à la culture arabe, nos informateurs se sont placés spontanément en situation de traduction (Marie,

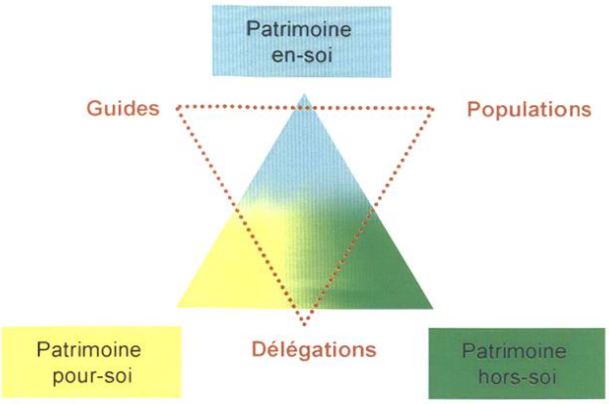

Figure 4 - Les différentes conceptions patrimoniales en fonction des informateurs (Senil, 2011).

2005). Les éléments transmis l'ont ainsi été selon des critères hybrides intégrant à la fois les dynamiques et valeurs locales mais aussi nos critères supposés. Ces derniers sont alors construits selon deux logiques : une très bonne connaissance du monde occidental et de ses propres valeurs et une expérience de celles-ci *via* les pratiques touristiques internationales.

Deux types de traducteurs ont été identifiés :

- les personnes en contact avec les touristes : guides, hébergeurs ;
- les personnels administratifs des délégations.

Les associations locales se situent en situation intermédiaire. Travaillant pour la plupart au contact des ONG internationales ou engagées dans des opérations de coopérations, elles maîtrisent le référentiel occidental, mais sont pour la plupart très fortement ancrées localement.

Dès lors, l'identification du patrimoine relève d'une triple logique qui complique encore le dualisme expert-profane. Le patrimoine acquiert donc une valeur en soi (fixée par la rareté et l'expertise), une valeur pour soi (fixée par le regard de l'occidental) et une valeur hors de soi propre aux ayants droit (Figure 4).

b - La rupture territoriale

Dans le cas spécifique du Maroc, certains auteurs vont jusqu'à faire l'hypothèse d'une « *rupture territoriale* » due à l'histoire coloniale de ce pays. « *Pendant la période du Protectorat, le réaménagement de l'espace va porter la trace des changements qui se jouent. Les lieux du politique, ouverts et publics, deviennent des lieux fermés, investis par une instance étrangère qui exclut, à son tour, les hommes de la tribu* » (Kasriel, 1990). Le Schéma National d'Aménagement du Territoire acte ce constat, visible notamment au travers de la double acception que recouvre la notion de territoire au Maroc. La première est liée au territoire national, à l'État centralisateur et renforce un discours nationaliste toujours présent et renouvelé fréquemment avec la question du Sahara occidental. La seconde représente les espaces de gestion mis en place par l'État pour contrôler ses ressortissants et affirmer son autorité. Construits initialement pour diviser les espaces tribaux, les territoires administratifs s'opposent aux espaces vécus. Ainsi, la notion de territoire se limite à sa dimension politique et représente une référence essentiellement administrative qui a exclu les habitants de sa gestion.

c - L'émergence de l'acteur

Dans ce contexte, la notion d'acteur se démarque sensiblement de l'acception partagée en France, celle qui renvoie à une posture de l'individu en situation d'action. Trois dimensions ancrent cette différence. Historiquement, la rupture territoriale observée se traduit par un désengagement, un déni d'intention qui réduit les capacités d'action des individus. Politiquement, l'importante centralisation mise en place et le pouvoir de décision des autorités étatiques (*wali*, gouverneur, *caïd*) freinent les prises d'initiative et limitent les individus à l'exécution. Enfin culturellement, le statut de l'individu en tant que musulman et membre de l'Oumma, le situe dans la communauté des croyants et lui attribue une forte dimension collective. Unie à Dieu par un contrat de soumission, la communauté est « *l'unité de base des relations sociales islamiques* » (Zartman, 1980) dépassant l'individu et l'État-nation. Dans ce contexte, l'émergence de l'individu apparaît toujours difficile (Delcambre, 2004).

Les difficultés présentées placent donc le processus engagé en situation paradoxale. Alors que la valorisation du patrimoine est sollicitée pour favoriser une appropriation locale de la mise en tourisme, plusieurs freins viennent limiter cette ambition. Finalement, ce mode de développement mérite d'être comparé à la première forme touristique engagée.

III - Enjeux et conséquences des formes touristiques engagées

La vallée des Aït Bouguemez constitue un terrain d'analyse des démarches de coopération particulièrement pertinent. Elle représente un système territorial relativement clos qui a vu l'engagement successif de deux projets portés par l'État et soutenus par des pays étrangers. À ce stade, notre questionnement cherche à évaluer les conséquences et les impacts de ces engagements sur le système territorial, au regard des différentes formes décrites.

Ces deux formes s'inscrivent clairement dans une mise en tourisme du lieu. Leur objectif est, en effet, de favoriser l'extension d'une activité touristique nouvelle,

capable de créer des richesses et de donner aux populations locales les leviers économiques de leur développement. Pourtant malgré leur visée identique, ces deux formes sont souvent présentées comme opposées. L'approche sportive est vue comme exogène car initiée par l'extérieur, contrairement à une approche patrimoniale qualifiée d'endogène du fait de son ancrage supposé (dans le temps et dans l'espace). Dans le cadre de cet article, il nous semble intéressant de questionner cet apparent décalage entre ces deux formes. Pour cela, nous rapprocherons les dynamiques observées du concept de tourisme durable. L'alternative actuellement engagée autour de la mise en patrimoine de ces lieux renvoie, en effet, par le référentiel mobilisé, à cet objectif aujourd'hui partagé. Deux entrées seront donc abordées pour mettre en perspective les deux formes touristiques décrites en amont. La première s'attachera à identifier ce qui, dans les changements en cours, peut être perçu comme relevant de l'alternative. La seconde viendra en retour questionner le modèle du tourisme durable au regard des résultats proposés.

1 - Où est vraiment l'alternative ?

La question qui nous anime interroge le concept d'alternative et sa réalité. Cette notion se définit comme un choix entre deux possibilités distinctes. Face au constat grandissant des limites de notre modèle de développement, notamment sur le volet touristique, la tendance générale est au changement. Les milieux qualifiés « d'extrêmes », qui nous intéressent ici, sont au centre des préoccupations quant à la nécessité d'engager cette nécessaire évolution. Dans le cas présenté, traversé par différentes formes touristiques, notre travail met l'accent sur ces évolutions, ces changements et les télescopages éventuels entre les diverses façons de gérer l'activité touristique.

Pour tenter d'éclairer cette perspective, trois entrées sont retenues. Celles-ci concernent les dimensions socioculturelles, économiques et politiques du système. Cette approche ne se révèle en aucun cas exhaustive et privilégie les thématiques problématiques.

a - Des impacts socioculturels similaires

Cette entrée est abordée autour des rapports au temps, à l'espace et à l'identité. Dans le cadre d'une mise en tourisme, le rapport au temps ne va pas de soi et la cohabitation d'au moins deux groupes culturels distincts mérite d'être questionnée. Le concept de modernité apparaît ici central. Le tourisme sportif s'inscrit dans une représentation très forte de la modernité par l'accueil d'étrangers perçus comme étant autant de témoignages de cet avenir possible. Mais le pratiquant n'est pas la seule référence temporelle et le support de pratiques, qui est ici la nature, possède aussi une dimension historique qui n'est pas neutre. Ces espaces sont en effet pratiqués depuis longtemps par ces populations. L'arrivée du tourisme marque ainsi des évolutions, voire des bouleversements dans la façon dont les locaux se projettent. D'une manière générale, les jeunes de la vallée se déconnectent progressivement des activités agricoles, perçues comme peu valorisantes et à travers lesquelles envisager un futur radieux est difficile. Cette question du rapport au temps, *via* la mobilisation du passé se trouve aussi au cœur du tourisme patrimonial qui s'ancre dans les traces. Et même si son développement constitue pour les habitants une piste possible d'avenir, la conjonction des temps reste problématique (Figure 5). L'enjeu est alors de penser l'avenir en s'appuyant sur son histoire. Pour l'instant, cette capacité de projection n'est pas encore observée et là encore le passé est plutôt à dépasser qu'à valoriser. Ainsi, tant le tourisme sportif que patrimonial n'apparaissent pas hors du temps et dans les deux cas des problèmes de sélection et de conservation se posent. Les deux formes ont à traiter avec le passé et les choix faits conditionnent fortement la transmission culturelle en cours.

Dans sa relation à l'espace, le tourisme sportif est aujourd'hui organisé autour du principe d'itinérance (Berthelot et Corneloup, 2008). Les pratiquants ne sont dans la vallée qu'en phase de transit. L'objectif des groupes est de partir en montagne au plus tôt, le temps passé en bas étant considéré comme secondaire. Ainsi, la vallée fait-elle figure de zone de transit. Pourtant, plusieurs acteurs touristiques souhaitent la faire évoluer d'un lieu d'étape à un lieu de séjour. Les réflexions

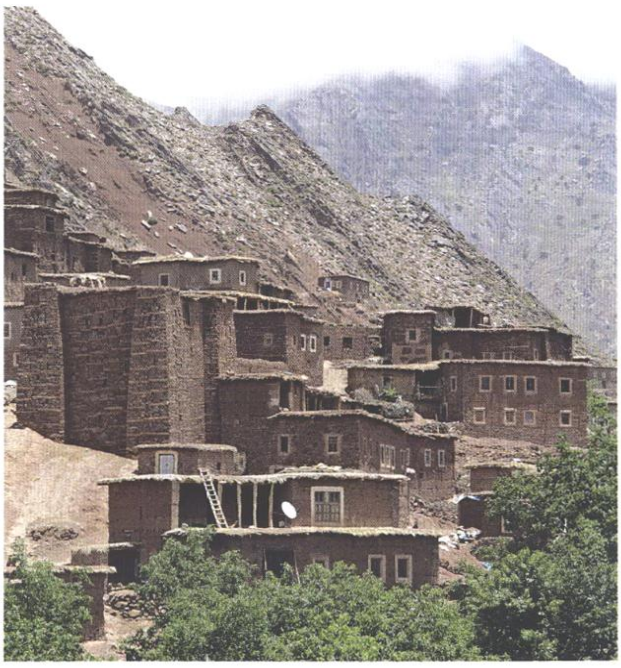

Figure 5 - Architecture locale de la vallée des Aït Bouguemez. L'architecture est un bon exemple de ces difficultés. Le maintien d'une esthétique héritée devenue touristique est ainsi mis en balance par les habitants avec la modernité des constructions bétonnées. Photo N. Senil, 2007.

engagées ciblent pour cela la nécessité de développer des offres de produits complémentaires. La diversification souhaitée ouvre alors le lieu à la figure centralisée de la station. Cette évolution rejoint ainsi la forme privilégiée du tourisme patrimonial qui cherche à s'appuyer sur des lieux de fixation suffisamment identifiables et attractifs. Celle-ci se trouve néanmoins confrontée aux mêmes limites et doit s'appuyer sur le réseau d'acteurs. Il y a donc aujourd'hui une vraie complémentarité spatiale en cours de structuration.

Enfin, la question identitaire apparaît tout particulièrement problématique et diversement traitée. Dans son rapport à l'autre, à l'étranger, le tourisme sportif se recentre autour du guide de montagne. Le guide est l'intermédiaire, il assure une initiation à la connaissance du milieu montagnard et à ses pratiques. Au-delà de ses fonctions sécuritaires, il sert aussi de médiateur entre l'étranger et le milieu culturel qu'il découvre. Il est donc la figure sur laquelle repose l'échange, lieu de convergence des oppositions, des contradictions. Il assure de fait une régulation que le temps de la marche et l'éloignement lié à l'itinérance permet.

La forme patrimoniale assure, quant à elle, une mise en exposition des caractères culturels locaux qui met en prise directe l'étranger, dans un cadre très souvent autonome, et la société d'accueil. Le tourisme patrimonial vend l'identité des lieux et de ses habitants. La médiation est donc plus souvent directe. Elle est de fait plus difficile à réguler.

b - Une nécessaire co-construction économique

Le tourisme sportif de nature s'est structurellement construit autour d'un encadrement de la pratique et raisonne avec le caractère marchand de cette sphère touristique. L'accès à la montagne se fait *via* le guidage, qui est rémunéré. La logistique (portage des bagages, gestion des bivouacs) se fait, elle aussi, avec une organisation marchande. Enfin, l'offre s'appuie sur des hébergements en gîtes d'étape. L'analyse de l'évolution spatiale de la création des gîtes est d'ailleurs pertinente (Figure 6) et permet une appréhension globale d'une organisation de la forme sportive dans la vallée des Aït Bouguemez. À travers un découpage en trois phases successives (de 1980-1989 ; 1990-1999 ; 2000-2010), une organisation relativement diffuse de l'offre d'hébergements s'observe, laquelle dévoile cependant quelques tendances de regroupement autour des zones qualifiées d'actives, compte tenu de leur proximité avec la route goudronnée et les commerces.

À l'inverse, la forme patrimoniale s'ancre *a priori* hors du marché (Curnier et Jeudy, 1990) car sa fonction est d'assurer la gestion d'un bien commun partagé. Pourtant la mise en tourisme actuelle bouscule ce principe. Ainsi, elle contribue tout comme le tourisme sportif à générer du profit et n'apparaît donc pas fondamentalement différente.

Une autre entrée observable concerne la mise en valeur des produits locaux qui est très peu assurée par la plupart des gîteurs. Si quelques initiatives sont observables, la prise de conscience de valoriser le local en priorité est faible. Ce point est d'autant plus surprenant que l'analyse des profils des gîteurs montre que ceux-ci sont à 90 % pluriactifs et en majorité agriculteurs. À l'inverse, la forme patrimoniale s'appuie sur une prise de conscience des spécificités locales et de l'intérêt à les valoriser. Le projet de labellisation de certains produits est à souligner. Les proximités géographiques ne sont néanmoins pas optimisées et il n'y a pas de réel rapprochement avec les gîteurs. Cette juxtaposition des

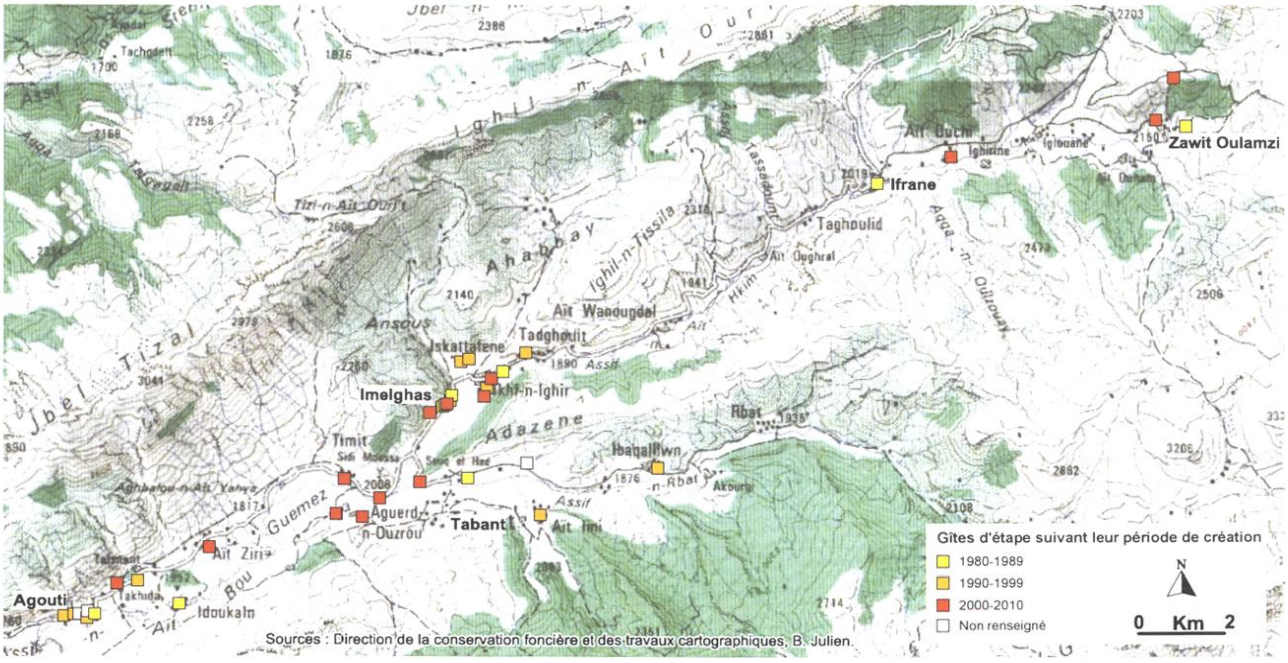

Figure 6 - Localisation des gîtes dans la vallée des Aït Bouguemez en fonction de leur période de création. Réalisation B. Julien.

deux sphères révèle l'intérêt à les recouper entre elles, tant elles semblent complémentaires.

Enfin, la dernière clé de lecture économique oppose le sectoriel au transversal. Le tourisme sportif s'affiche dans une logique sectorielle, fonctionnant presque en vase clos. Le circuit économique est bien rôdé. La vallée est utilisée comme support à la préparation de l'activité de trekking, sans que l'échange soit parfaitement repérable. Entre les activités de transports, de guidages et de services propres à l'activité sportive, l'ingénierie de cette forme touristique laisse peu de place à la collaboration et au décloisonnement de l'activité. Loin de cette approche sectorielle, le tourisme patrimonial s'appuie davantage sur la transversalité. Cette volonté est aujourd'hui relayée par le projet de Pôle d'Économie du Patrimoine qui souhaite mettre en relation les différents secteurs économiques à sa disposition : artisanat, culture, agriculture, éducation, etc.

c - Des engagements politiques difficiles

En n'étant pas initialement appuyée sur une importante organisation collective locale, la forme sportive avait au départ une dimension individualiste très forte. Pourtant, cette mise en tourisme progressive a engagé des mutations importantes, notamment au sein des hiérarchies villageoises. Aux prémices du tourisme, les plus gros agriculteurs ont laissé aux autres l'activité touristique. Quelques décennies plus tard, les premiers muletiers sont devenus guides et gîteurs. Aujourd'hui, ils disposent d'un capital économique et d'une capacité à créer de l'activité qui leur donnent une reconnaissance locale importante.

Mais, alors que l'activité touristique est de plus en plus pilotée depuis la vallée et non plus depuis l'extérieur, le rapport au collectif et plus généralement à la gestion collective des activités touristiques se montre délicat. L'expérience de la mise en place d'un bureau des guides dans les années 2000 n'a pas porté ses fruits. Rapidement mêlée à des erreurs de gestion, voire à des collusions, la structure collaborative s'est vue reprocher l'oubli de certains principes d'indépendance et d'équité. L'association des gîteurs, quant à elle, existe toujours, mais se voit fréquemment reprocher son manque d'action.

De la même manière, le tourisme patrimonial ne connaît pas encore de véritable structuration. Pourtant la dimension politique du patrimoine l'y incite. On peut cependant relever que plusieurs démarches en cours s'ancrent dans des formes collectives (coopérative, association de développement). Ce constat est à relier au fait que pour être financés, les projets doivent être portés par des associations formalisées reconnues par l'État. Nouvellement créées, celles-ci viennent se superposer aux organisations villageoises existantes et complexifient encore la gouvernance locale.

Souvent présentées comme opposées, les formes touristiques sportive et patrimoniale apparaissent finalement très fortement imbriquées. La dimension factice de l'opposition apparaît surtout servir le discours de la nouveauté. S'affirmer différent permet d'exister. L'alternative touristique suggérée autour d'une forme patrimoniale n'apparaît pas totalement opérante. Celle-ci représente ainsi bien plus un complément qu'une option différente.

2 - Relecture du tourisme durable au regard des expériences mises en avant

Alors que la confrontation des changements observables opérés par l'engagement des formes sportive et patrimoniale a été discutée et que l'alternative touristique a été minimisée, la question de la mise en œuvre du tourisme durable peut maintenant être posée. L'objectif aujourd'hui partagé par l'ensemble des nombreuses définitions et tentatives de clarification est que le tourisme durable prône un tourisme respectueux des populations locales qui favoriserait les retombées locales, dans une relation harmonieuse intégrant les enjeux environnementaux. Mais derrière cette proposition consensuelle, différents éléments peuvent être questionnés et confrontés au regard des perspectives ouvertes plus haut.

Le tourisme durable se définit comme une alternative au modèle dominant, il est supposé créer un tourisme plus respectueux des personnes et des milieux. Pour cela, les territoires et communautés concernés se doivent de s'inscrire dans une trajectoire différente. Cette approche, confrontée au terrain étudié, fait émerger plusieurs enjeux. Le premier est que ce tourisme durable alternatif est pensé par ses promoteurs nationaux ou internationaux (ONG, ministères, coopération) pour être impulsé dès le départ et il est demandé aux populations de le choisir exclusivement. Or aujourd'hui, et même en zones extrêmes, le tourisme est souvent déjà là et la cohabitation se doit d'être pensée. Le second est que ce type d'approche très volontariste nécessite un accompagnement fort, assuré par des groupes capables de percevoir et d'identifier ce qui fait l'alternative. Ainsi, les populations locales n'ont pas de véritables choix et leur place dans la construction de la dynamique du territoire est souvent minorée.

Pour accompagner ces changements, la mobilisation de l'ingénierie apparaît essentielle. Dans les deux formes présentées, la place d'experts étrangers a été très forte. Et même si l'accompagnement est effectué par des nationaux, la force des concepts forgés en Occident reste prédominante. Il s'agit donc souvent de l'application de théories pensées ailleurs et par d'autres. Notre participation au projet PEP, bien que mobilisant des notions ouvertes supposées s'appliquer à tous les terrains, a largement subi leur marquage culturel. Les notions de patrimoine, de territoire, d'acteurs ne sont pas des invariants et les problèmes apparaissent très vite. Entre imposer sa façon de voir ou

laisser faire, il faut trouver d'autres voies d'accompagnement. De nombreuses structures implantées localement y arrivent très bien. Il faut en revanche qu'elles acceptent la remise à plat, voire la compromission.

L'approche du tourisme durable cherche à faire émerger le renforcement de l'implication des populations dans le système touristique en développement. Pour cela, la stratégie mise en œuvre consiste à valoriser les ressources territoriales (François et *al.*, 2006). Les spécificités locales doivent alors dans un premier temps être révélées. Or, la mise en évidence de ces caractères de différenciation apparaît très souvent pilotée par l'étranger. Le touriste ou l'expert accordent leur intérêt à des objets qui sont pour eux chargés de valeurs. Ce regard apparaît très souvent en décalage avec les représentations locales et ce qui a un intérêt pour celui qui découvre le territoire peut au contraire être rejeté par les habitants. Les objets du passé ne sont pas ici valorisés, mais très souvent détruits. Parallèlement, la rupture territoriale observée laisse à penser que le réinvestissement du territoire par ses ressources est encore à construire.

Ainsi, alors que le discours sur l'alternative touristique et sa mise en œuvre au travers du tourisme durable n'apparaît plus aussi marqué, il est utile de rappeler, pour finir, l'intérêt d'une évolution progressive. Il nous semble que le droit à l'erreur des populations locales est un préalable nécessaire à une prise de conscience des apports de l'alternance et de la durabilité.

Conclusion

En choisissant comme terrain d'étude une vallée ayant connu l'engagement de deux formes touristiques présupposées différentes, ce travail a cherché à questionner la notion d'alternative touristique. Au regard des éléments observés, celle-ci n'apparaît pas totalement opérationnelle et la relation engagée entre les formes sportive et patrimoniale relève plus de la complémentarité que de l'opposition.

L'impact de la mobilisation touristique du patrimoine mérite aussi d'être mesuré. En effet, si le tourisme sportif apparaît potentiellement déconnecté de la trajectoire initiale du territoire, il possède malgré tout un détachement utile que le tourisme patrimonial ne peut pas revendiquer. En effet, ce dernier engage le territoire dans sa globalité et conditionne fortement la manière de concevoir la trajectoire territoriale passée et à venir. Outre le fait que la mise en place de telles politiques de valorisation du patrimoine participe à la spécification des ressources locales, leur mise en œuvre impose un rapport à l'histoire, au lieu et à l'identité des sociétés qui les mobilisent. En intégrant cette approche culturelle, ces politiques dépassent donc le simple but de développement économique et imposent une transversalité susceptible de largement bousculer les populations locales et leurs conceptions de leur avenir. L'engagement patrimonial est donc à double tranchant et sa maîtrise par les héritiers eux-mêmes nécessaire.

Bibliographie

Bellefond R. De, 2003. Histoire des guides de montagne, Alpes Pyrénées. Cairn, 551 p.

Berthelot L., Corneloup J., 2008. Itinérance, du tour au détour : figure contemporaine des pratiques récréatives de nature. Éditions du Fournel, 200 p.

Curnier J.-P., Jeudy H.-P., 1990. Patrimoines : mise en abyme de la mémoire. *Lignes*, 15, 48.

Delcambre A.-M., 2004. L'islam. La découverte, 122 p.

François H., Hirczak M., Senil, N., 2006. Territoire et patrimoine : la co-construction d'une dynamique et de ses ressources. *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, 5, 683-700.

Kasriel M., 1990. Libres femmes du haut-Atlas ? Dynamique d'une micro-société au Maroc. L'Harmattan, 253 p.

Laurent A., 2009. Tourisme responsable, clé d'entrée du développement territorial durable. Chronique Sociale, 511 p.

Marie A., 2005. La coopération décentralisée et ses paradoxes : Dérives bureaucratiques et notabiliaires du développement local en Afrique. Karthala, 225 p.

Oiry-Varacca M., 2013. Du tourisme de randonnée au tourisme patrimonial : l'identité, levier de recompositions territoriales dans la vallée des Aït Bouguemez ? *In* Duval M., Peyrache-Gadeau V., Oudada M. (dir.), Ressources patrimoniales et alternatives touristiques : entre Oasis et montagne. *Collection EDYTEM*, 14, 45-56.

Saigh Bousta R., Albertini F., Boujrouf S. (dir.), 2004. Le tourisme durable. Réalités et perspectives marocaines et internationales. Marrakech, Université Cadi Ayyad, 436 p.

Senil N., 2011. Une reconstruction de l'espace-temps : approche croisée des processus de patrimonialisation et de territorialisation dans les territoires ruraux en France et au Maroc. Grenoble, Thèse de doctorat, Université Joseph Fourier, 562 p.

Virassamy C., 2002. Les pôles d'Économie du Patrimoine. La Documentation Française, 89 p.

Zartman W., 1980. Pouvoir et État dans l'islam. *Pouvoir*, 12, 5-14.